

Avenant n° 1 du 20 mars 2025

à l'accord de méthode du 28 février 2024
relatif à la négociation de la nouvelle grille de classification
des qualifications professionnelles et des métiers

NOR : ASET2550527M

IDCC : 86

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

AACC ;

UDECAM ;

UMSP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA spectacle ;

FEC FO ;

FILPAC CGT ;

F3C CFDT ;

CFTC communication ;

CFE-CGC publicité ;

SNPEP FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les organisations syndicales et patronales représentatives au sein de la branche de la publicité ont conclu le 28 février 2024 un accord de méthode portant sur la définition d'un cadre méthodologique et d'un calendrier prévisionnel en vue de réviser le système de classification des qualifications professionnelles et des métiers de la branche de la publicité pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2024.

Dans la mesure où les étapes de la négociation ne sont pas terminées, les parties sont convenues de proroger cet accord de méthode rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2025 dans les conditions ci-après définies.

Article 1^{er} | *Objet de l'avenant*

Après concertation les parties sont convenues de proroger l'accord de méthode en date du 28 février 2024 rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2025.

Article 2 | *Durée et date d'entrée en vigueur*

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée.

Il cessera de plein droit au terme de la négociation de la nouvelle grille de classification des qualifications professionnelles et des métiers de la branche de la publicité formalisée par la signature d'un accord portant mise en place de la nouvelle grille ou par un procès-verbal de désaccord.

Il entrera en vigueur rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2025.

Article 3 | *Dépôt, publicité*

Le présent avenant est déposé par les organisations professionnelles d'employeurs représentatives dans la branche de la publicité auprès des services centraux du ministère chargé du travail et du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion de l'avenant, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le présent avenant ne fera pas l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 20 mars 2025.

(Suivent les signatures.)